



le Président

Réf. MB/RK/0493

Monsieur C. Grande
Monsieur M. Gay
Madame M. Saunier
CFDT - TDO
BP N°320
38523 Saint Egrève Cédex

Paris, le 6 octobre 1988

Madame, Messieurs,

J'ai pris connaissance avec la plus grande attention du dossier que vous m'avez transmis concernant l'usine T.D.O. de Saint Egrève.

Il ne relève pas de la compétence du COJO de traiter les dossiers industriels de la région. Toutefois, j'ai demandé à M. Gilles Tremey, Directeur Général Adjoint, de recevoir votre délégation, et je lui transmets le document que vous m'avez adressé.

Je vous prie de croire, Madame, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs. *A delong*

Michel Barnier

Monsieur Charles Descours
Sénateur de l'Isère
Palais du Luxembourg
rue de Vaugirard
75006 Paris

Paris, le 20 décembre 1988

Monsieur le Sénateur,

J'ai pris connaissance de votre correspondance avec la plus
attention.

J'ai partagé votre préoccupation en ce qui concerne l'avenir de
la Région. Vous comprendrez que je ne peux prendre aucun
engagement même que tous les choix techniques et économiques ne sont

J'ai informé les services compétents du COJO des capacités de
ces propositions soient prises en considération au moment des
travaux sur ce dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur, à l'assurance de
mes meilleurs sentiments. *Et de mon amitié*



Michel Barnier

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



LES CO-PRESIDENTS

■ **Michel Barnier**, Président du Conseil Général de la Savoie, Député de la Savoie.

■ **Jean-Claude Killy**, triple champion olympique.

LES VICE-PRESIDENTS

■ **Roger Bambuck**, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat, de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargé de la Jeunesse et des Sports.

■ **Nelson Paillou**, Président du C.N.O.S.F.,

■ **Henry Dujol**, Maire d'Albertville.



■ **Le comte Jean de Beaumont**, membre du Comité International Olympique, Messieurs

■ **Maurice Herzog**, membre du Comité International Olympique,

■ **Claude Cartier**, Secrétaire Général du C.N.O.S.F., Président de la Fédération Française de Golf,

■ **Bertrand Landrien**, Préfet de la Savoie,

■ **Charles Béraudier**, Président du Conseil Régional Rhône-Alpes,

■ **Laurent Boix-Vives**, Président Directeur Général de la Société Rossignol,

■ **Emmanuel Rodocanachi**, Administrateur Civil hors classe, Secrétaire Général de la Fédération Française d'Esclime.

■ Ce conseil, composé en partie de membres de droit, comprend treize personnes issues de l'Assemblée Générale.



Ubiqité dans le calme et la courtoisie ! En quelques heures, Michel Barnier intervient à Paris, à Lyon, à Grenoble, reprend pied parmi les siens à Chambéry et Albertville. Il est 20 heures ce

vendredi-là, au Conseil Général de la Savoie, hôtel du Département. Seul le troisième étage, celui du très jeune braintrust de l'homme qui incarne à la fois sa région et les Jeux de 1992, reste éclairé. Une volumineuse serviette sous le bras, Michel Barnier arrive de Paris, aussi dispos que si sa journée commençait... "Je suis à vous dans quelques minutes."

"MONTRER D'UN PAYS ET D'UNE REGION CE QU'ILS ONT DE MEILLEUR !"

Quel est le bilan des premières années de travail du C.O.J.O. ?

Le travail accompli a été important et difficile. Silencieux aussi, car jusqu'en février 1988, c'est Calgary qui pouvait, seule, utiliser le label olympique. Il convient de dire des choses précises et sérieuses en évitant de faire du vent. Au lendemain de la victoire, il a fallu créer l'outil opérationnel. Cela a été fait à la date prévue, le 24 février, avec la naissance du C.O.J.O. Il s'agit bien là de l'entreprise "Jeux Olympiques", au sein de laquelle une équipe pluridisciplinaire s'est constituée avec des fonctionnaires, des hommes du privé. Avec des Savoyards et des non-Savoyards.

A quelles tâches prioritaires s'est attaquée cette équipe du C.O.J.O. ?

Cette équipe s'est installée dans ses locaux à Albertville et son antenne à Paris. Et elle a lancé toutes les études lourdes pour actualiser et mettre à plat les données techniques des Jeux : géologie, topographie, tracés des pistes, études de circulation, de trans-

ports, etc. Sous l'autorité de Claude Villain, chargé, à ma demande, d'une mission financière, a été conduite l'actualisation du budget des Jeux. Cette actualisation a servi de base à la concertation avec l'Etat.

Ceci concerne l'organisation des Jeux proprement dits. Mais il y a aussi les problèmes énormes des équipements publics.

Parallèlement, en effet, un travail très important a été fait par le préfet de Savoie et le Conseil Général pour faire progresser les dossiers d'équipements publics nécessaires à la réussite des Jeux de 92. Grâce à ce travail, des décisions essentielles ont été prises pour la RN 90, pour le prolongement de l'autoroute jusqu'à Albertville, pour le plan routier de la Maurienne, pour la rénovation des hôpitaux, pour les réseaux d'eau et d'assainissement. Aucune de ces décisions n'est due au hasard. Toutes sont le fruit d'un travail local tenace et d'une bonne coordination avec le gouvernement.

Depuis l'euphorie de la victoire, l'affaire a-t-elle pris dans votre esprit une physionomie nouvelle ?

On ne peut pas comparer la période de candidature et celle de construction des Jeux, sauf sur un point : l'esprit de concertation et la volonté d'établir un véritable partenariat avec les entreprises privées, les administrations, les élus, le gouvernement et le mouvement sportif.

Après avoir fait le bilan de 87 et 88, pouvez-vous présenter le travail de 1989 ?

C'est l'année de la fin des études techniques et du début des grands chantiers. Ce sera également le démarrage d'un plan de communication pour promouvoir les Jeux.

Quelle image de marque définissez-vous pour ces Jeux de 1992 ?

Les Jeux Olympiques sont un formidable événement, une rencontre historique entre jeunes du Monde entier par dessus les races, les origines, les régimes. Pour la France, c'est l'occasion d'être fidèle à elle-même, à ses traditions de nation ouverte et généreuse. Au-delà de l'événement, les Jeux, par leur force médiatique, sont aussi l'occasion pour la France et pour la région, de montrer ce qu'elles ont de meilleur, et ce dont elles sont capables sur les plans sportif, technologique, culturel. Enfin, c'est pour notre langue une occasion rare de promotion.

Toutes ces raisons justifient que le C.O.J.O. veuille placer la barre très haut quant à la qualité de ces Jeux de 1992, quant à leur esprit, quant à leur identité montagnarde.

Propos recueillis par Jean-Pierre Copin.



CG Service → technique nouvelle.
supervisé de N. BARNIER

n° CORADO

chargé de l'analyse
de 1^{er} point de la maintenance des jeux
ou l'après jeux.

COJO + loi 1901

+ 120 pers - 88. 4000 - 51

maintenue très rapide - accord verbal

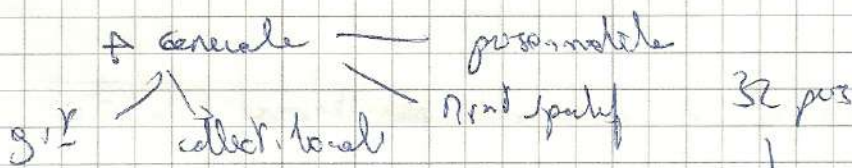
- point d'arrêt aller très vite. Contrainte permanente = délai
- Contact renouvelé avec les sujets chargés.

équivalent Syst :

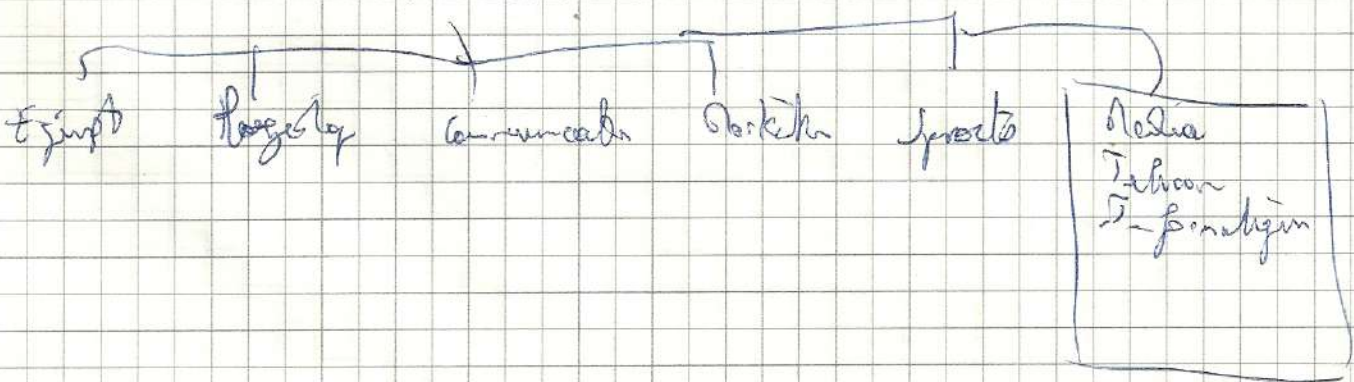
notre dossier.

- partie technologique de l'après jeu. fédère org autonome;

J. B. Jacques Bouillon



J. A. CORRADO



→ Aspects COJO :

• finalité : Organisme des jeux mais pas pr mission de Travaux d'intérêt général des jeux

• Structure : Etat et collectivités

• Organisation des jeux

- contrôle des équipes des jeux
- Activités commerciales : billetterie
- Sponsoring + droits de TV
- Marketing : Drogues : IBO - information des jeux

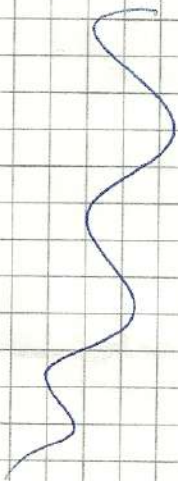
THORSON bien plus que organisé.

+ la gamme COUSERTIN complètement du TOP 2 (niveau directoire)

+ pb des fournisseurs officiels (niveau ingénieur)

le COJO a exprimé ses besoins - > THORSON d'y faire passer des produits. Ensuite s'engage la négociation commerciale

- TV
- société commerciale



→ Au vu de l'expérience S&P (CARBARY)
 a suent de méthodes grand public (les super minis)
 Don ce qui se propose est d'un rapport qualité/prix trop élevé,
 en matière d'économie.

ENVOI S&P 'C&P ? As lequel il y aurait THORON

Volonté de multiplier les terminaux par des aspects de communication.

+ les journalistes avant des terminaux portables.

- En sont par. du les lieux ?

↳ Télé ne sont plus utilisés !

+ 1 centre de presse + des sous centres de presse de la sites d'émission.
 centralisé

→ Reorganisation. L'appel d'offre sera lancé les appels d'offre

SESI devant lancer le système

du traité 83 par les technologies d'affichage -

↳ Info + magazine au crédits (famille olympique).

- L'Info grand public sera prise en charge par le service intérieur.

d'Appel d'offre a été lancé.

1) g&A administratif & financier

2) " de la famille olympique

3) " Info + magazine

— Date de livraison de chaque ... (M. des ...)